



Paris le 13/11/2018

**Avec 297 Equivalent temps pleins (ETP) en moins en 2018,
800 ETP en moins en 2019
600 ETP redéployés sur le contrôle de la recherche,
4000 suppressions de postes prévues d'ici 2022,
quels services allons-nous rendre aux usagers ?**

Aujourd'hui, nous n'avons déjà plus les moyens de remplir les missions qui nous sont confiées vis-à-vis de nos usagers. La baisse des effectifs prévue dans le projet de loi de finances 2019 (et très certainement dans les suivants) va accentuer ces effets avec pour conséquences :

- un nombre de demandeurs d'emploi par conseillers incompatible avec un service de qualité
- Une baisse des possibilités de réception des demandeurs d'emploi
- Une politique du tout digital en lieu et place (et non en complément) de la réception qui risque d'exclure la partie de la population la plus fragilisée
- Une automatisation accrue de nos actes métiers qui exclut le travail d'analyse des agents
- Des activités de plus en plus sous traitées que ce soit en conseil ou en gestion des droits
- Une perte d'expertise des conseillers GDD qui ne pourront plus maîtriser le processus d'indemnisation ni de paiement de A à Z
- L'incapacité de réaliser un réel travail d'intermédiation du fait de l'impossibilité d'accompagner les entreprises dans leurs projets de recrutement par manque de conseillers entreprises et de l'augmentation des offres frauduleuses sur le site de Pole emploi
- Des fermetures d'agences avec pour conséquences un éloignement pour les usagers de leur agence de rattachement

Cette nouvelle baisse d'effectif détériorera encore davantage le service rendu aux usagers.

Nous le redisons haut et fort : Aucun agent-e n'est de trop à Pole emploi

**POUR DIRE NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES
TOUS ET TOUTES EN GREVE LE 20 NOVEMBRE**